

alors peut-être que davantage de gens croiraient à ses prévisions.

Comme le savent les Canadiens, c'est le même premier ministre qui considérait les pensions comme un dépôt sacré auquel on ne toucherait jamais, et qui a alors essayé de désindexer les pensions de vieillesse et qui maintenant tente de récupérer les pensions des personnes âgées.

Les Canadiens savent que c'est le même ministre des Finances qui nous a traités de menteurs au cours de la dernière campagne électorale lorsque nous disions qu'il voulait réduire le financement de l'assurance-maladie, de l'enseignement et du développement régional, mais c'est exactement ce qu'il fait actuellement.

Quand on a demandé au premier ministre, il y a 10 jours environ, à sa première conférence de presse depuis trois ans, pourquoi son gouvernement était le plus impopulaire de l'histoire du Canada, il n'a pas trouvé grand-chose à répondre. Il a refusé de reconnaître le fait que si son gouvernement est le plus impopulaire de notre histoire, il y a une bonne raison pour cela, en commençant par lui-même et le ministre des Finances.

Non seulement le premier ministre devrait-il s'excuser auprès des Canadiens du comportement trompeur et mensonger de son gouvernement, mais il devrait encore annoncer un changement total d'attitude, à commencer par le retrait de ce budget.

En août 1989, le premier ministre a déclaré, et je cite: «Nous entendons orienter de plus en plus nos efforts et nos ressources vers le perfectionnement à long terme des Canadiens par le biais de l'enseignement, de l'alphabétisation et du recyclage.» Le budget actuel va exactement dans le sens opposé.

Ce budget ne fait que nous resserrer la politique économique chère à l'ancien président Reagan, une théorie à laquelle on ne croit plus et que les Américains ont déjà abandonnée, mais à laquelle notre gouvernement conservateur s'accroche désespérément. Il voudrait appliquer la théorie des répercussions en cascade aux programmes que gèrent les provinces dans les domaines de la santé, de l'enseignement et du bien-être.

C'est comme si le ministre disait aux provinces: «J'entends réduire l'aide financière que je vous accorde pour les soins de santé, et peu m'importe si vous pouvez maintenir les normes actuelles. Je ne veux pas savoir si les services familiaux s'en ressentiront. Je ne veux pas savoir quelles souffrances cette décision pourra entraîner. Ce n'est pas mon problème.» Voilà ce que le ministre des Finances déclare dans son budget et dont les Canadiens ne veulent pas.

Le budget

Le ministre semble surpris que les gouvernements provinciaux s'opposent à sa tentative manifeste de faire d'eux ses boucs émissaires. Il semble surpris lorsqu'ils déclarent que sa décision de retirer 7,3 milliards de dollars des coffres provinciaux aura des conséquences néfastes sur les soins de santé et l'éducation.

• (1130)

Elle en aura indubitablement. Elle restreindra de façon considérable la capacité des gouvernements provinciaux d'appliquer ce que les Canadiens tiennent pour des programmes nationaux.

Le ministre des Finances nuit à la capacité du gouvernement fédéral de maintenir des normes nationales en ce qui concerne les soins de santé et l'éducation. Il compromet également la raison d'être d'un gouvernement national fort. Dans son budget, non satisfait de porter atteinte à l'unité nationale, le ministre des Finances le fait au pire moment de notre histoire.

Voyons un peu ce que Don Getty, premier ministre de l'Alberta et l'un des rares premiers ministres provinciaux d'allégeance conservatrice, a déclaré au sujet du budget: «J'ignore qui représente l'Alberta à Ottawa, mais je constate que le gouvernement fédéral s'efforce injustement de faire assumer son déficit par les provinces.» De toute évidence, il ne tient en haute estime ni le député de Yellowhead, ni le vice-premier ministre. Il ne sait même pas qui est censé représenter l'Alberta à Ottawa.

[Français]

Monsieur le Président, Marc-Yvan Côté, ministre québécois de la Santé et des Services sociaux, a commenté en ces termes la prétention du ministre des Finances selon laquelle les compressions n'auraient aucun impact sur les provinces, et je cite: «Lorsque Michael Wilson prétend que son incurie n'affecte pas les services de santé au Québec, ça me paraît davantage l'opinion d'un gars qui vit à *Bay Street* plutôt qu'à Québec.»

D'ailleurs, monsieur le Président, comment le ministre peut-il connaître l'impact des compressions sur les provinces? Il a omis toute concertation! Comment le ministre réconcilie-t-il ses actions d'aujourd'hui avec les propos qu'il tenait lorsqu'il était de l'autre côté de la Chambre? En 1982, il a affirmé que la concertation avec les provinces était impérative, et je cite: «... avant toute compression budgétaire qui entraînerait des fermetures d'hôpitaux et des réductions de l'aide à l'enseignement supérieur.» Il avait également affirmé, et je cite: «Ne transformons pas les hôpitaux, les universités et les collèges en des champs de bataille où les gouvernements fédéral et provinciaux puissent s'affronter.»